

REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

Paraissant tous les Jaudis à 8 heures du soir.

Matafeti 58.
N^o 44.

Te Uea a te Hau no te mau Haapao raa farani i Oteania

Mahana maha
4 no novema 1909

PRIZ DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):

Intérieur—Un an..... 18 fr.	Extérieur—Un an..... 20 fr.
id. Six mois... 10 »	id. Six mois... 11 »
id. Trois mois... 6 »	id. Trois mois... 6 50

Un numéro: 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

PRIZ DES ANNONCES (au comptant):

Les 20 premières lignes..... 50 c. la ligne
Au-dessus de 20 lignes..... 25 d.
Les annonces renouvelées se paient la moitié du prix de la première insertion.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Circulaire relative aux successions militaires ouvertes aux colonies.
Nominations, mutations, mouvements.

PARTIE NON OFFICIELLE

Enquête de commodo et incommodo.

Avis d'adjudications.

Avis important au sujet des Monnaies Chiliennes et Péruviennes.

Avis au sujet de la monnaie de billon.

Retrait des pièces divisionnaires grecques.

Avis au sujet d'infractions à l'arrêté du 19 février 1881.

Inscription maritime. — Avis.

Caisse agricole. — Achat de produits.

— Avis au sujet de la vanille.

Liste des passagers arrivés par le vapeur « Mariposa ».

Liste des passagers arrivés par le vapeur « Hauoto ».

PARTIE OFFICIELLE

Gouvernement des Etablissements français DE L'OCÉANIE

CIRCULAIRE relative aux successions militaires ouvertes aux Colonies.

(Ministère des Colonies. — Direction des Services militaires :
1^{er} Bureau, 1^{re} Section.)

Le Ministre des Colonies à Messieurs les Gouverneurs
Généraux et Gouverneurs des Colonies.

Paris, le 15 mai 1909.

La Commission permanente de réception des colis de successions provenant de militaires décédés aux Colonies fonctionnant à Marseille, a fait remarquer dernièrement que sa tâche est notablement compliquée par suite du peu de soins qu'apportent souvent les expéditeurs dans l'emballage des colis.

Fréquemment, en effet, ceux-ci sont fermés au moyen d'une simple corde dont les extrémités réunies sont fixées sur le couvercle au moyen d'un scellé à la cire.

Au cours des manipulations, des chargements, arrimages et déchargements à bord des navires, il est presque impossible

d'empêcher les ouvriers de saisir les colis par les cordes qui offrent une prise plus facile.

Il en résulte que le scellé, d'ailleurs peu adhérent, est souvent arraché, voire même complètement brisé.

Souvent aussi la corde, trop faible pour supporter le poids du colis, se rompt et rien ne garantit plus l'intégrité du contenu.

D'où l'obligation pour la Commission de procéder à l'ouverture et à l'inventaire, ce qui entraîne une perte de temps et des frais de réemballage.

Or, l'article 26 de l'instruction de 1906 prescrit que, outre les scellés réglementaires, chaque colis comportera, toutes les fois que la chose sera possible, un cerclage croisé sur chaque face, au moyen d'une pince, noyés dans un plomb portant une inscription explicite en relief « Successions militaires » sur la face et le nom de la localité sur le revers.

Il y a intérêt à rendre obligatoires ces prescriptions et, par suite, à pourvoir tous les services expéditeurs d'une pince à plomber ; je vous autorise, en conséquence, à faire l'achat de cet outil et de ses accessoires sur les crédits du chapitre 50, art. 7 « service commun et réserve » qui vous sont délégués.

Il convient donc de prescrire dès maintenant d'une manière absolue l'emploi de cordes ou de ficelles pour la fermeture des colis ; l'expérience a démontré en effet que les colis fermés au moyen de fil de fer, que ce fil soit plombé ou même simplement scellé à la cire, arrivent toujours en bon état à moins qu'ils n'aient été l'objet d'une tentative d'effraction.

Pour éviter les autres causes de confusion et d'erreurs dans la liquidation des produits en nature, on devra se conformer avec soin aux prescriptions contenues à l'article 26 de l'instruction du 1^{er} mai 1906, modifiée et complétée à la date du 26 mai 1908. Il conviendra notamment que le service expéditeur de la colonie s'assure de la concordance devant exister entre les poids des colis mentionnés sur les connaissements d'une part, et sur les factures d'autre part. De la sorte le contrôle de la commission permanente du port de débarquement se trouvera simplifié.

Enfin, mon attention a été appelée sur l'intérêt qu'il y aurait à indiquer dans l'instruction précitée du 1^{er} mai 1906 la procédure à suivre pour la délivrance des produits de successions aux héritiers habitant à l'étranger.

D'accord avec M. le Ministre de la Guerre, et sur sa proposition d'ailleurs, j'ai adopté les mesures ci-après indiquées qui feront l'objet, au titre VII, de l'article 42 bis, de l'instruction sur les

successions des militaires de toutes armes et de tous grades décédés aux Colonies.

L'insertion au *Bulletin officiel du Ministère des Colonies* de la présente circulaire et de son annexe servira de notification.

MILLIÈS-LACROIX.

TITRE VII.

SUCCESSIONS DE MILITAIRES ORIGINAIRES DES PAYS ÉTRANGERS
ET DONT LES HÉRITIERS RÉSIDENT À L'ÉTRANGER.

Art. 42 bis.

1° La remise aux héritiers des produits en nature doit être effectuée par la voie diplomatique.

2° Le service destinataire signale l'arrivée en France des produits, au Ministère de la Guerre qui en donne avis au Ministère des affaires étrangères et qui le tient également au courant de la liquidation provisoire des produits en numéraire.

3° Sur un ordre ministériel, le service destinataire expédie à Paris au Ministère de la Guerre, sous le timbre de la Direction intéressée, avec un inventaire, les produits de la succession pour être remis par les soins de l'Administration centrale, après entente, au Ministère des Affaires étrangères.

A l'égard des successions non réclamées il est procédé suivant les prescriptions du règlement (Guerre) sur le Service de santé de l'armée à l'Intérieur, étendues aux liquidations des produits en nature des successions des troupes coloniales et les produits des ventes sont versés à la Caisse des dépôts et consignations pour le compte de ces successions.

4° La libération de l'actif versé à la Caisse des dépôts et consignations est effectuée par le Directeur général de cet établissement qui a seul qualité pour en prescrire le remboursement à qui de droit.

MUTATIONS, NOMINATIONS, MOUVEMENTS

Par arrêté du Ministre des Colonies en date du 30 juillet 1909, M. Montaut (Charles André), sous-chef de bureau de 1^{re} classe des Secrétariats Généraux des Colonies, a été affecté au Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie, en remplacement de M. Vidal, appelé par le même acte, à continuer ses services à la Guinée française.

Loi de juillet 1819 relative à l'abolition du droit d'aubaine.

“ Art. 1^{er}. Les articles 725 et 912 du Code civil sont abrogés ; en conséquence les étrangers auront le droit de succéder de disposer et de recevoir de la même manière que les Français dans toute l'étendue du Royaume.....”

Par arrêté du Ministre des Colonies en date du 7 septembre 1909, M. Vidal, Jean Baptiste, sous-chef de bureau de 2^e classe des Secrétariats Généraux, provenant de l'Océanie, a été placé hors cadres et a obtenu un congé de trois ans sans solde, dans les conditions prévues à l'article 68 du décret du 23 décembre 1893.

Ce fonctionnaire a été autorisé, pendant cette période, à prêter son concours à la Compagnie française des phosphates de l'Océanie.

Par décisions de l'Administrateur des Tuamotu, approuvées, par le Gouverneur le 4 novembre 1909 :

Du 27 septembre 1909

Le sieur André Maro a Terega ayant obtenu la majorité des suffrages aux élections qui ont eu lieu le 3 mai 1908, a été investi des fonctions de Président du district de Hao, en remplacement du sieur Temanava a Petero, dont la démission a été acceptée.

Du 10 octobre 1909.

Ont été nommés dans le Conseil du district de Raroia-Takume :

Président : Paiaaka a Tefau.

Adjoint : Maitaiti a Maifano.

Du 10 octobre 1909

Ont été nommés dans le Conseil du district de Taega :

Président : Tenati a Petero.

Adjoint : Pou a Tetoka.

Du 11 Octobre 1909 :

Le sieur Terupe a Tupuhoe a été licencié de ses fonctions d'agent de police de Katiu pour compter du 1^{er} novembre 1908, date à laquelle il a cessé d'exercer les dites fonctions.

Le sieur Tapu Marere a Tekurio a été nommé agent de police de Katiu pour compter du 1^{er} janvier 1909.

PARTIE NON OFFICIELLE

COMMUNICATIONS DIVERSES

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, une enquête *de commodo et incommodo* est ouverte au Service de l'Intérieur, pendant un mois consécutif, à compter du 21 octobre 1909, sur une demande de M. Léandre Drollet, propriétaire, ayant pour objet d'installer, dans la cour de l'immeuble appartenant à M^{me} V^o Lepage, situé Place du Marché, un moteur à gazoline de la force de huit chevaux devant faire mouvoir une usine pour la fabrication de la glace et la conservation, par le froid, de la viande, du poisson, etc.

L'enquête dont s'agit sera close le 19 novembre 1909, à cinq heures du soir.

AVIS D'ADJUDICATION

Le public est informé qu'il sera procédé en séance publique, dans le Cabinet du Chef du Service de l'Intérieur :

1^o Le Lundi 29 Novembre 1909, à 3 heures de l'après-midi, à l'adjudication sur soumissions cachetées, de la fourniture, pendant l'année 1910, des denrées nécessaires au service des Subsistances de la Marine, savoir :

	Quantités approximatives.	Cautionnement provisoire.
Biscuit.....	1.500 kilôs	100 fr.
Farine.....	25.000 id.	200
Café.....	1.500 id.	100
Sucre.....	1.000 id.	50
Vin.....	25.000 litres	200
Fayols.....	3.000 kilôs	50
Riz.....	500 id.	50
Conserves de bœuf.....	6.000 id.	300
Sel.....	1.000 id.	50
Poivre.....	15 id.	5
Huile à manger.....	500 id.	50
Vinaigre.....	500 litres	50
Saindoux.....	400 kilôs	50
Bois à brûler.....	20.000 id.	100

2^o Le même jour, à 3 heures et 1/2 de l'après-midi, à l'adjudication, sur soumissions cachetées, de l'entreprise du chargement et du déchargement du charbon de terre, du chargement et du transport du matériel et des vivres de la Marine, pendant l'année 1910.

Cautionnement provisoire..... 150 francs

Les Cahiers des charges relatifs aux fournitures et à l'entreprise des manipulations de charbon ci-dessus spécifiées sont déposés au Service de l'Intérieur où le public est admis à en prendre connaissance tous les jours durant les heures d'ouverture des bureaux.

Ces adjudications seront exclusivement réservées aux négociants et entrepreneurs français.

SERVICE POSTAL AUTOUR DE L'ÎLE.

Avis d'adjudication.

Il sera procédé le lundi 29 novembre prochain, à 4 heures de l'après-midi, dans le cabinet du Chef du Service de l'Intérieur, à Papeete, à l'adjudication, sur soumissions cachetées, de l'entreprise de l'exploitation du service postal autour de l'île, pour une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1910.

Les prix de base sont :

- 1^o de Papeete à Papenoo et vice-versa. 2.800 fr.
 2^o de Papeete au 30^e kilomètre (côté Ouest) et vice-versa. 4.500 fr.
 3^o de Taravao au 30^e kilomètre (côté Ouest) et vice-versa. 4.500 fr.

Chacun des concurrents devra annexer à sa soumission :

- 1^o Un récépissé constatant le dépôt au Trésor d'une somme de cent francs à titre de cautionnement provisoire ;

2^o Un certificat délivré par l'autorité civile constatant la qualité de Français du soumissionnaire.

Le cautionnement définitif à fournir pour l'entreprise est fixé au dixième du montant de l'adjudication.

Il peut être remplacé par deux cautions solvables agréées par l'Administration.

Le cahier des charges est déposé au Service de l'Intérieur, section des Finances, où le public peut en prendre connaissance les jours et heures d'ouverture des bureaux.

AVIS D'ADJUDICATION

Le public est informé qu'il sera procédé en séance publique, le 29 novembre 1909, à 4 h. 1/2 de l'après-midi, dans le Cabinet du Chef du Service de l'Intérieur, à l'adjudication, sur soumissions cachetées, de l'entreprise du blanchissage des effets de literie et du linge de l'hôpital civil de Papeete, pour une année, du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1911.

Les quantités approximatives de linge à blanchir pour une année sont déterminées, ainsi qu'il suit :

Désignation des articles	Quantités approximatives (Douzaines de pièces.)
Draps de lit.....	300
Moustiquaires.....	98
Couvertures en laine...	10
— en coton..	20
Chemises.....	200
Blouses pour docteurs..	50
Gilets de flanelles.....	60
Nappes.....	40
Rideaux grands.....	60
— petits.....	40
Grandes pièces.....	980
Autres pièces.....	980

Le cahier des charges relatif à ces diverses fournitures est déposé au Service de l'Intérieur, où le public est admis à en prendre connaissance tous les jours durant les heures d'ouverture des bureaux.

L'entreprise est exclusivement réservée aux maisons françaises.

Cautionnement provisoire..... 100 francs.

AVIS D'ADJUDICATION

Le public est informé qu'il sera procédé, en séance publique, le Lundi 29 novembre prochain, à 2 heures de l'après-midi, dans le Cabinet du Chef du Service de l'Intérieur, à l'adjudication, sur soumissions cachetées, de la fourniture des matériaux, outils, denrées et objets divers nécessaires aux divers services de la Colonie, pendant l'année 1910, savoir :

	Cautionnement provisoire.
1 ^{er} Lot. — Bois spéciaux.....	100 fr.
2 ^e — Bois de construction.....	250 fr.
3 ^e — Ciment de Portland en barils.....	100 fr.
4 ^e — Bois à brûler. — Chaux du pays...	100 fr.
5 ^e — Huile de schiste et articles d'éclairage	100 fr.

6° —	Denrées diverses.....	200 fr.
7° —	Outils et articles divers.....	300 fr.
8° —	Lard, haricots, etc.....	100 fr.
9° —	Viande fraîche.....	200 fr.
10° —	Pain frais.....	200 fr.
11° —	Lait frais.....	100 fr.
12° —	Dynamite.....	100 fr.
13° —	Opium.....	100 fr.

Le cahier des charges relatif à ces diverses fournitures est déposé au Service de l'Intérieur, où le public est admis à en prendre connaissance tous les jours durant les heures d'ouverture des bureaux.

Toutes ces fournitures sont exclusivement réservées aux négociants, industriels ou propriétaires français.

AVIS IMPORTANT

Au sujet des monnaies chiliennes et péruviennes. — L'Administration croit devoir informer le public que les monnaies chiliennes et similaires sont loin de correspondre aux valeurs pour lesquelles elles sont acceptées dans la circulation.

La piastre chilienne, à laquelle on attribue toujours une valeur de 2 fr. 222, vaut, en réalité, un peu moins de 2 francs, et la demi-piastre un peu moins de 1 franc.

La différence est encore beaucoup plus accentuée en ce qui concerne les pièces chiliennes de vingt sous et de dix sous.

La pièce chilienne de vingt sous, que l'on accepte pour 0 fr. 45 de notre monnaie, ne vaut, en réalité, que 0 fr. 20. Celle de dix sous, cotée à raison de 0 fr. 225, ne devrait être admise que pour 0 fr. 10.

Il est donc très imprudent de continuer à accepter les dites pièces à des taux différents de leur valeur réelle, car le jour, qui n'est pas très éloigné, où la circulation des espèces chiliennes et similaires sera définitivement interdite dans la colonie, les personnes qui en auront encore en leur possession, se trouveront exposées à subir des pertes très sérieuses sur ces différentes monnaies.

PARAU FAUFAA RAHI ROA

No te mau moni paniora (te Chili e te Peru). — *Te manao nei te Hau e e au ia' na ia faaite atu i te taata' toa e aita roa ino i au noa' e, mai teie e farii noa hia nei, te huru mau o te moni i faaau hia i roto i te mau moni paniora e te au mai.*

I roto i te tara paniora o tei faaau hia i nia i te 2f. 222 i te tara hoe, e e mea huru iti a'e ia i te 2 farani te moni mau i roto e i roto i te afa tara ra e mea huru iti a'e ia i te 1 farane i roto.

I roto i te mau moni huahua paniora mai te toata e te raera e mea iti roa' tu a ia te moni i faaau hia i roto.

I roto i te toata moni paniora o te farii hia i nia i te 0,45 tenetima i te moni farani, teie ia te moni mau i roto e 0,20 tenetima. E o te raera paniora tei faaau hia i nia i te 0,225 e au ia ia farii hia i nia i te 0,10 tenetima.

E mea huru ataata maoti ia farii noa mai a i taua mau moni

ra mai te tilau ore i nia i te faito mau i faaau hia no te reira, no te mea ia ia e i te mahana e opani roa hia'i taua mau moni paniora ra, e e ere te mea maoro roa taua mahana ra ia tatou, e riro ia te pau rahi faufaa ore noa te faufaa a te feia i tapea i taua mau moni ra.

AVIS

Au sujet de la monnaie de billon. — L'Administration croit devoir rappeler aux contribuables que les pièces de bronze ne doivent être reçues par les caisses publiques que pour l'appoint de 5 francs par paiement, et que cette règle sera désormais scrupuleusement mise en application par le Service du Trésor ainsi que par tous les comptables de deniers publics.

PARAU FAAITE

No te moni pene. — *Te manao nei te Hau e e faaite i te taata' toa e e pene ta ratou ra e ore ia farii hia mai i roto i te mau afata a te Hau mai te mea e i hau atu i te 5 farane i te afai rau mai, e haapao maite hia taua vahi ra e te Fare-moni e te mau taata' toa e afata moni ta ratou e haapao na te Hau.*

AVIS IMPORTANT

Retrait des monnaies divisionnaires d'argent grecques. — Les pièces divisionnaires d'argent du Royaume de Grèce de 20 centimes, 50 centimes, 1 franc et 2 francs, cesseront d'avoir cours en Algérie et aux Colonies à partir du 15 novembre 1909.

Jusqu'au 14 novembre, elles seront remboursées et reçues en paiement, au pair, aux Caisses du Trésor et des comptables désignés à cet effet.

PARAU FAUFAA RAHI

Faahoi raa mai i te mau moni huahua Teretia (Hereni) — *Te faaite hia' tu nei te taata' toa e mai te au i te parau faaau raa moni i rave hia i rotopu ia Farani, ia Beretite, ia Teretia et Tuite, e ore ia e haaparare faahou hia te mau moni huahua no Teretia (oia hoi te mau moni e 2 fr., 1 fr., 0 fr.50 e e 0 fr.20 tenetima) e e ore farii faahou hia i roto i te mau Afata moni a te Hau mai te mahana hoe ahoru ma maha no Novema i mua nei e haamata' tuai.*

AVIS AU PUBLIC.

L'administration rappelle au public et particulièrement aux patentés droguistes les dispositions formelles de l'arrêté du 18 août 1893 qui réglementent l'exercice de la profession de pharmacien dans la colonie.

Aux termes de cet arrêté la vente des spécialités étrangères ou des préparations et compositions pharmaceutiques ne peut être faite que par les pharmaciens seuls.

Les négociants et autres patentés de la Colonie sont instamment

invités à se conformer strictement à ces dispositions s'ils veulent éviter l'application des pénalités prévues.

Ainsi les spécialités ci-après ne peuvent être vendues que par les pharmaciens.

Kennedy's medical discovery;

id. rheumatic and neuralgia dissolvent;

id. liniment;

id. salt rheum ointment;

id. scrofula ointment;

Pain Killer;

Scott's emulsion;

Ayer's sherry pectoral;

Chlorodyne;

Ayer's sarsaparilla;

Ayer's pills;

Cokle's pills;

Jayne's pills;

D^r Mac lane vermifuge, etc., etc;

Renseignement utile à connaître.

DROGUISTES. — JURISPRUDENCE

Les droguistes sont autorisés à faire le commerce **en gros** des drogues simples — non des médicaments — en se conformant aux lois et règlements sur la vente des substances vénéneuses.

Ils ne peuvent vendre, exposer dans leurs étalages, ni détenir dans leurs boutiques, aucune préparation ou composition pharmaceutique.

Exemples: Les spécialités ou médecines patentées sont des compositions pharmaceutiques dont le commerce est interdit aux droguistes.

L'écorce de quinquina est une drogue simple dont la vente **en gros** leur est permise; mais la poudre de quinquina est une préparation pharmaceutique, et, par suite, elle ne doit pas se trouver dans leurs magasins. La loi comprend dans ses prohibitions toute espèce de préparation et de composition pharmaceutiques, quelque simples qu'elles puissent être.

On s'est demandé ce qu'il fallait entendre par poids médicinal; cette expression signifie **vente au détail**, et est mise en opposition avec la **vente en gros**, la seule permise aux droguistes.

Les pharmaciens n'ont pas, d'ailleurs, le droit d'établir de dépôts de médicaments hors de leurs officines.

L'exposition et même la détention de préparations pharmaceutiques dans leurs boutiques est interdite aux épiciers, droguistes et à tous marchands, comme la vente elle-même.

On doit entendre sous le nom de **médicaments** dont la vente est exclusive aux pharmaciens, toute substance simple ou composée, vendue comme ayant des propriétés médicinales. Par contre, toute substance simple ou composée vendue pour un emploi autre et bien qu'appartenant à la matière médicale, ne peut être, dans ce cas, réputée médicament, et son débit être réclamé par le

pharmacien. Il faut ranger dans la même catégorie les cosmétiques, les préparations dites d'agrément ou hygiéniques, les substances banales de l'herboristerie indigène, etc.

AVIS

Aux termes du décret du 4 décembre 1903, tout étranger non admis à domicile, qui se propose d'établir sa résidence sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie, devra, dans les quarante-huit heures qui suivront son débarquement dans la colonie, faire une déclaration de résidence énonçant :

1° Ses nom, prénoms, ceux de ses père et mère; 2° Sa nationalité; 3° Le lieu et la date de sa naissance; 4° Le lieu de son dernier domicile; 5° Sa profession ou ses moyens d'existence; 6° Le nom, l'âge et la nationalité de sa femme et de ses enfants mineurs, lorsqu'il sera accompagné par eux; 7° L'île, la commune ou le district où il désire fixer sa résidence.

Cette déclaration devra être faite: à Papeete, au commissaire de police; dans les districts, à l'administrateur ou, à défaut, au chef de poste, au président du Conseil de district ou au chef de la circonscription. Elle entraîne la délivrance gratuite d'un extrait d'immatriculation.

L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par le décret précité dans les quarante-huit heures, ou qui refusera de produire, à la première réquisition, l'extrait d'immatriculation qui lui aura été délivré, sera passible d'une amende de 50 à 200 francs.

Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte sera passible d'une amende de 100 à 300 francs, et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire de la colonie.

Tout étranger auquel le territoire de la colonie aura été interdit et qui y serait rentré à une époque quelconque si l'interdiction a été définitive, ou avant l'expiration de l'interdiction si l'interdiction a été temporaire, sera condamné à un emprisonnement de un à six mois.

PARAU FAAITE

Ma i te au i te faaueraa mana no te 4 no titema 1903 te taata é é atoa, o tei ore i papu to'na noho raa e a hinaaro ai i te noho mai i roto i te mau Fenua Farani i Oteania nei, e haere mai fa i roto i na hora e maha ahuru ma vau, te maoro raa, mai te taime i faarue atu ai oia i te pahi, e faaite i to'na hinaaro i te parahi mai i nia i te fenua nei, mai te tuu mai :

1° tona ioa tumu e te ioa topa, te ioa o to'na metua tane e to te metua vahine; 2° to'na fenua aià; 3° te vahi e te mahana i fanau ai oia; 4° te vahi no to'na noho raa hopea; 5° to'na toroa e aore ra ta'na mau ravea tauturu raa i te pae o te tino nei; 6° te fioa, te matahiti e te fenua aià o ta'na vahine e ta'na mau tamarii naea ore hia te matahiti mai te mea e ua pee hia mai oia e ratou 7° te fenua e, te oire e aore ia o te matseinaa ta'na i hinaaro i te faaea.

I Papeete nei ei mua ia i te aro o te Tomitera mutoi e faaite ai teie nei parau; i nia i te mau mataeinaa ra, ei mua ia i te Tavana hau e aore ra i te mutoi farani e aore ra hoi i te Peretiteni Apoo raa mataeinaa e aore ra i te Tavana tuhaa; e horoa hia mai, mai te taime ore, te hoe parau-parahi raa no roto mai i te puta ioa i haapao hia no te reira.

Te taata é é atoa o tei ore i haere mai e faaite i te mau vahi titau hia tu e te faaue raa mana i nia nei, i roto i na hora e maha

ahuru ma vau, e aore ra o tei ore i faaité mai, i te taimé e titau hia'tu ai oia e te taata toroa, i te hohoa o ta'na parau parahi raa, e faautua hia ia i te utua moni mai te 50 e tae noa, tu i te 200 farane.

Te taata i faaité mai i te hoe parau haavare e aore ra i te hoe parau hape, mai te papu maitai oia i taua vahi ra, e faat hia ia i nia ia'na te hoe utua moni mai te 100 e tae noa'tu i te 300 farane e mai te mea e te au ra, e opani rii hia'tu ia oia e aore ra e opani *ma hia'tu oia i nia i te fenua nei.*

Te taata i opani hia'tu i nia i te fenua nei e o tei hoi faahou mai i roto i te hoe ahoua e au mai te mea e ua opani roa ma oia, e aore ra, i mua'e i te hope raa o te tau opani raa ia'na mai te mea e ua faataime hia to'na opani raa, e faautua hia ia i te utua tapea mai te hoe e tae noa'tu i te ono avae.

AVIS IMPORTANT.

Mesures de longueur et de capacité. — Monnaies étrangères. — L'Administration croit devoir prévenir le public, dans son intérêt, qu'il est dangereux de persister à mettre couramment en usage : le *yard au lieu du mètre*, le *gallon au lieu du litre*, et de faire entrer le *dollar ou ses fractions* dans le libellé des factures, ce qui est absolument contraire aux dispositions prévues par l'arrêté du 31 mai 1847, n° 115, qui peut être mis incessamment en application.

Il est également imprudent d'accepter les pièces dont la circulation n'est point autorisée, notamment les pièces d'argent similaires de notre pièce de 5 fr. et de nos pièces d'appoint (pièces Chiliennes, Péruviennes, Espagnoles, Roumaines, etc.), pièces divisionnaires Italiennes, et, en général, toutes les pièces qui ne font pas partie de l'Union latine.

Les détenteurs de ces pièces s'exposent à des pertes sérieuses, par suite de leur dépréciation, le jour où la circulation en sera complètement interdite dans la Colonie.

PARAU FAUFARAH

Faito no te roa e te hohou. — Moni no te mau Hau e e. — Te manao nei te Hau e e faaité atu i te taata'toa, e maitai iho no ratou, e e mea taia roa ino ia mero noa'tu i ratou i te rave amuri nei i te *faito iati ei mono i te metera*, e aore ra te *faito tarani ei mono i te ritera*, e oia'toa hoi te *papai raa na roto i te tara e to'na ra mau huahuu* te mau parau titau raa tarabu. E mau vahi faahapa anaé hia te reira e te faaue raa no te 31 no me 1847, N° 115 o te au ia haamana papu hia i teie tau mahana i mua nei.

E mea huru ataata'toa ia farii mai e te mau huru moni tei ore i faatia hia i nia i te fenua nei, o tei hau roa'tu o te mau moni ia iau to ratou huru i ta tatou tara farani e i ta tatou mau moni rii huahuu (oia hoi te mau moni Chili, Peru, Paniora, Ruman, etc.), e te mau moni huahuu Italia, e te mau moni atoa o tei ore i o mai i roto i te amui raa ratina.

Te feia e mau i te mau huru moni e parau hia nei mai te mea e ia ino noa'tu taua mau moni ra, e faufaa' rahi roa ia ta ratou e maua ia tas i te mahana e opani roa hia'i i nia i te fenua nei.

AVIS

Au sujet des passavants des marchandises françaises importées dans la Colonie. — Par dépêche datée du 7 mai 1883, M. le Ministre des Colonies a informé l'Administration locale qu'il avait décidé, d'accord avec M. Caillaux, Ministre des

Finances, que le délai accordé aux négociants des Etablissements français de l'Océanie pour produire les pièces justificatives de l'origine des marchandises qu'ils importent dans la Colonie, serait désormais porté de *quatre* à *six* mois.

PARAU FAATIE.

No te mau parau faatia no te mau taoa farani e faad hia mai i nia i te fenua nei. — Mai te au i te rata no te 7 no me 1883 au faatu mai nei i te faataa hia o te mau fenua hia raa i te Hau o te Fenua nei e ua faataa oia, maite faatia'toa mai o M. Caillaux, te Faatere hau no te Paeau moni, e o na avae e maha i horoa hia, mai na te mau Hoo taoa i roto i te tuu raa'tu i te mau parau faatie raa i te mau vahi no reira mai ai te mau taoa e faao hia mai e ratou ra, ua afai hia ia i nia i te ono avae i teie nei te maoro raa.

AVIS

Patentes de capitaines de navires, colporteurs et marchands forains. — L'Administration croit devoir rappeler aux intéressés qu'aux termes de l'arrêté du 7 juillet 1883 qui abroge l'article 27 de l'arrêté du 16 février 1881, les capitaines de navires faisant le commerce à leur bord, doivent, par avance, acquitter le montant de leurs patentes pour l'année entière.

Les colporteurs, marchands forains et tous autres patentés non sédentaires, sont tenus de se soumettre à la même obligation.

L'Administration se propose désormais de tenir très scrupuleusement la main à ce que les prescriptions contenues dans le dit arrêté du 7 juillet 1883 soient rigoureusement observées.

PARAU FAATIE

Patana na te mau Raatira pahi e no te mau hoo taoa e hoo haere i te mau vahi atoa ra. — Te manao nei te Hau e e faaité faahou atu i te mau taata'toa e au e mai tei faaité hia mai e te faaneraa no te 7 no tiurai 1883 o tei faaore i te irava e 27 no te faaueraa no te 16 no feputare 1881, te mau raatira pahi te hoo i te taoa i nia i to ratou iho pahi, e aufau na ia na mua i ta ratou moni patana no te matahiti taa'toa e tia'i.

Mai tei reira'toa te huru te mau hoo taoa'toa te ore e noho i te vahi hoe i te hoo haere i tera vahi e i tera vahi, na mua na ia te aufau i te moni patana no te matahiti taa'toa.

Te manao nei te Hau e e titau maite oia amuri nei e ia haapao etaeta maitai hia te mau vahi atoa i faataa hia i roto i taua faaue raa no te 7 no tiurai 1883.

AVIS

Libre pature. — Il est rappelé au public qu'un arrêté du 13 mars 1877 relatif à la police rurale interdit la libre pature sous peine d'une amende de dix francs qui sera répétée autant de fois qu'il y aura d'animaux arrêtés, non compris les frais de nourriture.

La route de ceinture étant constamment dégradée par des animaux errants, conformément à l'arrêté précité des ordres ont été donnés aux agents compétents pour tuer, de jour comme de nuit, les porcs trouvés en liberté sur la voie publique.

Parau faatie.

Puaa taa haere uia. — Te faaité faahou hia'tu nei te taata'toa e mai te au i te hoe faaue raa no te 13 mai 1877, no te chipa o te purumu, ua opani etaeta hia te tuu ha noa raa i te puaa

e amu haere noa. O tei faahapa i taua faaue raa ra e faautua hia ia i te utua moni i na farane 10 na nia i te mau puua ta taitahi te haru hia, a taua taua te mau taima no te fare tapea raa puua.

No te mea hoi e te faano noa hia nei te purumu faaati e te mau puua tuu noa, no reira e mai te au hoi i te faaue raa i faaite hia i nia nei, ua faaue hia te feia toroa e au ra e e apa rahi roa, te ao e i te po, i te mau puua maohi te itea hia i te haere ha noa raa na nia i te purumu a te Hau.

AVIS

Au sujet d'infractions à l'arrêté du 16 février 1881. — L'Administration ayant été avisée par un procès-verbal de la Chambre de Commerce du 12 août 1909, que certaines personnes non munies de patentes importaient des *liquides* et *merchandises* pour en opérer la vente, croit utile de leur faire connaître qu'elles doivent se mettre en règle, sans retard, avec le Service des Contributions si elles veulent éviter l'imposition d'office de la double patente. L'acte de commerce accidentel proprement dit ne saurait être invoqué s'il est prouvé, par les déclarations annexées aux manifestes des navires importateurs, que ces personnes ont l'habitude d'introduire des produits en quantités supérieures à leurs besoins dans le but de les vendre pour réaliser un gain pécuniaire.

PARAU FAAITE

No te mau faahapa raa e rave hia i te faaue raa no te 16 no feppure 1881. — No te ite raa. te Hau na roto i te hoe parau faaite i rave hia e te Apooraa hoo raa taoa i te 12 no atete 1909 e te faaó haere mai nei te vetahi mau taata i te ava e te tahi atu á mau huru taoa mai te parau patana ore no te hoo raa i nia i te fenua nei, te manao nei ia te Hau e e mea tia ia'na ia faaite atu ia ratou e mai teie nei e haere atu ia ratou e faaafaro i taua ohipa ra i te Piha titau raa moni ia ore ia tapiti hia te patana i te titau raa'ru i nia ia ratou. Eita e nehenehe i te taata ia faatumu i te mau ohipa rii hoo raa taoa e rave haere hia nei na rapae mai te patana ore ei paruru ia ratou mai te mea e ua papu te parau i roto i te mau parau faaite raa taoa a te mau pahi hoo taoa e ua riro ei mea mâtaro na taua mau taata ra i te faaó mai i te hoe mau taoa e rave rahi ei imi raa faufaa na ratou mai te haapao ore i te faito e navai ai ratou.

Service de l'Enregistrement et des Domaines.

L'Administration rappelle aux indigènes des Établissements français de l'Océanie qu'en vue des droits de mutation par décès qui doivent leur être réclamés à l'avenir, l'arrêté du 22 décembre 1898 les oblige à déclarer au bureau de l'Enregistrement, à partir du 1^{er} janvier 1899, toutes les successions qui pourraient leur échoir à la suite du décès de l'un des membres de leur famille.

Cette déclaration sera faite dans un délai de six mois pour Tahiti et Moorea, et dans le délai d'un an pour les autres archipels. Elle devra être accompagnée de tous les renseignements nécessaires propres à éclairer le Service de l'Enregistrement sur l'importance de la succession et sur le degré de parenté des héritiers avec le décédé.

Ceux qui n'auront point fait cette déclaration dans les délais ci-dessus prescrits, seront contraints au paiement du demi-droit en sus.

Parau faaite.

Te faaite nei te Hau i te mau taata Tahiti o te mau fenua farani Océania, e no te mea te titau hia nei i na ia ratou te mau moni e aulau hia na te Hau no te mono raa i te faufaa a te feia i pohe e tia ia ia ratou, mai te au i te faaue raa no te 22 no titema 1898 a haere mai e faaite i roto i te Piha toroa Tomite raa nei, i te mau faufaa'loa e vaiho hia mai na ratou no te pohe raa te hoe no roto a to ratou ra fetii. Ei te hoe no tenuare 1899 e taio atu ai.

Te faaite hia mai te taua parau i roto i na avae e ono, no Tahiti e Moorea. e i roto i te matahiti hoo raa taata nei e mau mau mau fenua. Ia alai atoa hia nei ra te mau parau atoa e au e maramarama' i te piha Tomite raa i niaete rahi raa o te faufaa e vaiho hia, mai e i nia'loa i te au raa fetii oi te feia i mono atu i taua taata e pohe ra.

Te feia aore i faaite mai i taua parau ra i roto i na m'hana faaite hia i nia nei, e titau faahou hia ia i nia ia ratou te afa tia te moni i haapao hie e aulau mai na te Hau no te mono raa.

AVIS

FAAITE RAA

L'Administration rappelle aux indigènes ayant fait, conformément aux dispositions du décret du 24 août 1887, déclarations de propriété de leurs terres devant le Conseil de leur district et dont les déclarations n'ont pas été frappées d'opposition, qu'ils ne sont propriétaires incommutables des immeubles par eux revendiqués qu'à l'expiration du délai de cinq ans à compter du jour où il leur a été délivré par le Gouverneur un titre de propriété.

Ils sont donc invités, s'ils veulent devenir propriétaires définitifs des terres qu'ils ont déclarées, à se présenter en personne ou par mandataire muni de pouvoir régulier, dans le plus bref délai, au bureau des Domaines de Papeete afin d'y réclamer leurs titres de propriété.

Te faaite nei te Hau i to Tahiti nei e i to te mau fenua'loa e au mai o tei tomite i ta ratou mau fenua i mua i te aro o le apooraa o to ratou mataoinaa, mai te au i te mau parau i faataa hia i roto i te faaue raa maua no te 24 no atete 1887, e o tei ore i patoi hia te tomite raa, e ore ratou e riro ei fatu mau no taua mau fenua i tomite hia e ratou ra, maori ra e ia hope na matahiti e pae o te taio hia mai, mai te mahana e tuu hia'ru ai i roto i to ratou rima e te Tavara rahi te hoe parau tapao no te riro raa ei fatu.

Te parau maoti hia'ru nei ratou e mai te mea e te hinaaro ratou i te riro papu raa ei fatu mau no te mau fenua i tomite hia e ratou ra, e haere anae mai ia mai te haamaoro ore, o ratou tino ibo e aore ra to ratou mono o te haamana papu hia, i te piha toroa o te Haapao faufaa a te hau i Papeete nei, ei reira e titau mai ai i ta ratou mau parau tapao no te riro raa ei fatu.

INSCRIPTION MARITIME.

La session ordinaire pour les examens de maître au cabotage (brevet simple et brevet supérieur), ainsi que les examens au bornage (brevet simple et brevet pour commander les navires à propulsion mécanique armés au bornage), sera ouverte le mardi 21 décembre 1909, au bureau de l'Inscription maritime à 8 heures du matin.

Les candidats à ces examens devront se faire inscrire au bureau de l'Inscription maritime, avant le 12 décembre.

AVIS

L'Administration rappelle au public les dispositions du § 2 de l'article 6 de l'arrêté du 23 décembre 1904, d'après lesquelles les propriétaires de constructions neuves sont tenus de faire constater, à Papeete, par le Maire, et dans les districts par les Présidents du Conseil, l'époque où le bâtiment est devenu habitable, en vue de bénéficier de l'exemption temporaire.

CAISSE AGRICOLE

AVIS

Les personnes qui possèdent des bons de la Caisse Agricole sont invitées à les présenter au guichet de cet Etablissement pour y être échangés pour des billets de la Banque de l'Indo-Chine.

Le Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole.

LOUIS.

PARAU FAAITE

Te taata' toa e moni parau ta ratou no te Afata Faaapu te faaite hia'tu nei' ia ratou e e afai mai i taua mau moni parau ra i te uputa aufau-raa moni a te Afata Faaapu nei ia tau i hia i reira i te mau moni parau no te « Banque de l'Indo-Chine ».

Te papai parau mau moni a te Afata Faaapu.

LOUIS.

AVIS

La Caisse Agricole achète au prix de 0^f 80 par kilog., non égrené, le coton « Sea-Island » de bonne qualité, qui lui sera offert par les cultivateurs et garantit ce prix pour une période de deux années, à partir du 5 décembre 1907.

PARAU FAAITE

E hoo mai te Afata faaapu i te vavai « Sea Island » taviri ore hia te huero, o te mea maitai, e 80 tenetima i te kilo, ta te feia faaapu e afai mai ia'na ra, e teie nei moni ra e ore ia e topa i raro e hope noa'e na matahiti e piti, mai te 5 no titema 1907 e taio mai ai.

AVIS

La Caisse agricole rappelle aux planteurs qu'elle ne reçoit que du coton « Sea Island » de bonne qualité. Elle les engage très vivement à ne cueillir leur récolte qu'à parfaite maturité, les cotons cueillis trop tôt étant moins nerveux, subissent une dépréciation considérable et ne peuvent être considérés comme cotons de bonne qualité ni reçus comme tels.

AVIS

La Caisse agricole informe le public qu'elle donne 3 fr. 50 d'avance par kilog. de vanille de bonne qualité qui lui sera consignée.

Liste des passagers arrivés le 31 Octobre 1909, par le vapeur « Hauroto »

MM. E. Roberts, H. I. Greemood, Capt et M^{me} Mathieson, M. et M^{me} O. E. J. Mahon et enfant, Atea t. Metua t. Tuku t. Tamanea t. Tampata t. Meria t. Tana t. Tekari t. Rupe t. Teina v. et 3 enfants, Tarapi t. Veru v. Puroku v. Henry v. Patiariki v. et 58 travailleurs indigènes.

Liste des passagers arrivés le 29 Octobre 1909, par le vapeur « Mariposa »

MM. J. G. Berude, T. Hall, R. Hardy, H. F. Hodgson, A. V. Kelly, W. McKinley, F. R. Pratt, S. Starr J. W. Zeagler M. Dayet, Rev. Père T. W. Price, M. A. M. Broun, M^{mes} Broun, Alexander, M^{les} Flora Chilwell, Nell Chilwell, M^{me} M. Ehlers, J. L. Gordon, M^{me} Gordon, M^{lle} M. Gray, M^{me} M. Hamburg, M. R. Hamburg, M^{lle} Renée Kelly, M^{me} L. M. Lagan, M^{les} E. E. Mellen, Marion Mellen, M. H. Meuel, M^{me} Meuel, M. W. A. Stringer, M^{me} Stringer, M. C. M. Tunell, M^{me} Tunell, G. O. Lamprecht, Rev. Frère Allain Guitton, MM. G. Beverley, Butterfils, Jacob Fluckinger, A. Francis, E. W. Fryer, Geo. Gibson, A. J. Gosling, A. W. Haokins, A. Itchner, F. Kealy, R. Lord, F. Oed, A. Watt, C. Bouillaud, M^{me} Bouillaud, M. P. Bouillaud, M. V. Marin, M^{me} Marin, M^{lle} L. Marin, MM. E. Stevon, H. Norman, A. Christie, C. Algee, A. Bell, H. M. Meller, Jno. Mc. Auliffe, D. K. Mc Donald, R. Averill, W. H. Ives, D. Guttman, G. McKay, F. Makea, M. F. Moore, B. Carter, Jno. Mraz, P. W. Doyle, B. Leighton, S. L. Tooley, R. Wre, M^{me} A. Deschamp, J. Gould, Fred. Mueller.

ANNONCES

A VENDRE

Terrain et maison à étage situés Quai du Commerce, touchant la propriété de M. Homes.

Prix très réduit.

S'adresser à M. D. A. Stuart.

« Union Steam Ship Company »

expédiera—

LE VAPEUR « MANAPOURI »

Pour Raiatea, Rarotonga et Auckland, transbordant pour Sydney et tous ports de Nouvelle-Zélande —

Vendredi, 5 novembre 1909.

S. R. MAXWELL & Co, LTD.
Agents,
Quai du Commerce.